

# Les Recès de la Diète valaisanne, source primordiale de l'histoire de notre pays du 16<sup>e</sup> au 18<sup>e</sup> siècle\*

par  
Bernard TRUFFER

## *Introduction*

Depuis une quinzaine d'années déjà je travaille à mi-temps à la publication des recès de la diète valaisanne — intitulés parfois abscheid ou abschied. Ce travail se fait en collaboration avec les archives et la bibliothèque cantonales et il est financé presque entièrement par le Fonds national suisse de la recherche. Depuis un peu plus d'une année je suis assisté par M. H. R. Ammann, engagé aussi à mi-temps, mais payé par l'Etat du Valais. Le résultat tangible de ces longues années de travail peut sembler plutôt mince si l'on considère que seulement trois volumes ont paru jusqu'à maintenant. Ils représentent environ 1200 pages de textes, index compris, et contiennent les recès des années 1529 à 1575. Si je peux me fier aux comptes rendus en général très favorables, qui ont paru dans différentes revues d'histoire après la publication de mes premiers volumes, il semble que mes travaux se rangent assez bien dans la série commencée il y a plus de 60 ans par M. le chanoine Dionys Imesch. Le premier volume parut en 1919 et le second, achevé par M. André Donnet, en 1949. Actuellement la préparation des textes continue. Le prochain volume, qui englobe les années 1576 à 1585 sera remis à l'imprimerie en fin d'année. Sa parution est donc prévue pour 1982. De plus, deux autres volumes sont encore en préparation, ils nous mèneront à la fin de l'épiscopat de Hildebrand de Riedmatten, en 1604. La poursuite de l'entreprise est malheureusement incertaine. Le Fonds national estime en effet que la suite n'est plus « d'intérêt national » et il ne la financera plus. Mais nous n'en sommes pas encore là. — La série complète est encore disponible auprès des archives cantonales, toutefois le tome I avec les textes de 1500 à 1519 sera bientôt épuisé.

## *Principes de la publication*

Ainsi que je l'ai déjà dit, mon travail est la continuation d'une œuvre entreprise par M. le chanoine Dionys Imesch — et comme dans toutes les continuations, on se sent et on est effectivement lié par les principes adoptés par son prédécesseur. La liberté de réaliser certaines vues et idées personnelles est donc fortement réduite. Il y a des avantages à cela, certes,

\* Texte de l'exposé présenté lors de l'assemblée générale de la Société d'histoire du Valais romand du 26 avril 1981, à Vionnaz.

mais aussi des inconvénients. J'ai finalement maintenu le principe — discutable en soi — de renoncer à la publication intégrale et inchangée des textes originaux en faveur d'un résumé en allemand moderne. Toutefois je me suis efforcé de rendre chaque point traité lors des séances de la manière la plus complète possible. Tout texte ambigu ou jugé important est reproduit intégralement dans sa forme originale — ceci pour que les chercheurs ne soient pas obligés de recourir trop souvent aux originaux dispersés sous l'ancien régime dans tous les fonds d'archives des sept dizains du Valais. J'ai cependant toujours simplifié et unifié l'orthographe d'après des principes généralement admis en pareils cas. — La nouveauté la plus importante est bien d'avoir renoncé à publier des sources que je qualifierai de secondaires par rapport aux recès et de m'être concentré uniquement sur les lettres de convocation à la diète et les recès eux-mêmes. Dans son premier volume M. le chanoine Imesch avait publié une quantité impressionnante de sources secondaires en pensant probablement doter l'histoire valaisanne du 16<sup>e</sup> siècle d'un instrument de travail semblable aux volumes publiés par l'abbé Jean Gremaud pour le moyen âge. Mais, à partir de 1530, la quantité de documents devient si importante et si variée qu'il aurait été tout simplement insensé, voire impossible d'insérer ne serait-ce qu'un choix représentatif de sources secondaires dans la publication. Je suis persuadé que quiconque s'est tant soit peu familiarisé avec ces documents me donnera raison. — Mais entendons-nous bien : cela ne veut pas dire qu'il sera impossible d'écrire une histoire valaisanne qui mérite ce qualificatif sans devoir recourir aux sources secondaires.

Après ces remarques préliminaires, un peu longues peut-être, mais non sans intérêt pour la suite, venons-en au sujet de mon exposé qui n'a d'ailleurs nullement la prétention d'être complet. Tout d'abord j'esquisserai les structures politiques sous l'ancien régime, puis je tenterai de répondre aux deux questions suivantes :

- 1) Qu'est-ce qu'un recès ou abscheid ?
- 2) Quelle importance doit-on attribuer aux recès par rapport à l'histoire valaisanne ?

A mon avis il s'agit là de deux questions fondamentales qu'on doit se poser si l'on veut connaître la valeur exacte des recès de la diète pour l'historiographie de notre pays.

### *Structures politiques sous l'ancien régime*

Afin de pouvoir répondre à la première question, il est nécessaire de rappeler brièvement les structures politiques du Valais sous l'ancien régime. Notre pays qui était au moyen âge un comté épiscopal — du moins du glacier du Rhône à la Croix d'Ottans — et qui était organisé selon des structures féodales, se transforma au cours des siècles pour devenir — entre la Morge de Conthey et le glacier du Rhône — cette fameuse démocratie des dizains à laquelle la Révolution de 1798 vint mettre un terme.

Ce développement prit naissance au 14<sup>e</sup> siècle avec la victoire du peuple aux dépens de la noblesse et la lente disparition des structures féodales. Au 15<sup>e</sup> siècle l'évêque et le peuple, les deux alliés de jadis dans leur lutte contre la noblesse, se retrouvèrent face à face. Un conflit séculaire s'engagea à nouveau ; il fut finalement gagné par le peuple, et l'évêque dut se contenter d'un rôle de figurant en politique. L'âpre lutte entre Georges Supersaxo et le Cardinal Schiner illustre non seulement un antagonisme sur le plan extérieur, mais aussi et surtout la lutte des dizains soudés par la diète contre leur prince-évêque et seigneur jugé trop absolutiste et trop autoritaire. Finalement ce n'est qu'après la mort du Cardinal Schiner au 16<sup>e</sup> siècle que le prince-évêque dut vraiment partager le pouvoir politique en Valais avec le chapitre de Sion et surtout avec les sept dizains. Durant la seconde moitié du 16<sup>e</sup> siècle, profitant de la faiblesse du prince-évêque, les dizains renforcèrent leurs positions. Cette évolution aboutit au 17<sup>e</sup> siècle, après la fameuse querelle concernant « la Caroline », à la prise presque totale du pouvoir par les communes au sein desquelles Sion joua dès le début un rôle prépondérant.

Les communes, pratiquement indépendantes, réunies sur le plan régional en dizains, représentaient la base politique du pays. La démocratie des sept dizains est assez comparable à la Confédération des 13 cantons suisses. A l'image des cantons suisses, les dizains valaisans formaient une sorte de confédération, mais ils étaient plus fortement soudés. Comme les délégués des cantons se rencontraient régulièrement en diète fédérale, la « Tagsatzung », les dizains valaisans réglaient leurs affaires en diète du pays, au « Landrat » qui se réunissait deux fois par année, en mai et en décembre, en sessions ordinaires et, selon les besoins, en sessions extraordinaires. Aux assemblées qui se tenaient généralement à la Majorie à Sion prenaient part le prince-évêque qui les convoquait, le grand-bailli, parfois des représentants du chapitre de Sion et, un nombre variable de députés des sept dizains. En fait ces députés ne représentaient pas le dizain, mais bel et bien les différentes communes du dizain.

En principe toutes les décisions prises en diète l'étaient « ad referendum », elles n'entraient donc en vigueur qu'après ratification par les communes. De plus, l'unanimité était requise pour toutes les affaires importantes. La compétence des députés se limitait en théorie strictement à la transmission des ordres (« befehl ») ou des instructions reçues de leurs communes.

En pratique il existait deux procédures lors de la prise d'une décision. Voyons d'abord la plus courante : Le prince-évêque (plus tard le grand-bailli) annonçait l'ordre du jour de l'assemblée dans une lettre de convocation, le Tagbrief, et demandait aux communes d'envoyer leurs députés munis d'instructions et de pleins pouvoirs à la diète afin de régler les questions mentionnées et d'éventuels problèmes surgissant entre temps.

La lettre de convocation commence régulièrement par une formule de salutation, ensuite nous y trouvons l'ordre du jour sommaire de la prochaine diète, c'est-à-dire l'énumération des affaires à traiter : nominations

périodiques, décomptes des gouverneurs, distribution des pensions, demandes de naturalisations, affaires restées en suspens lors de la dernière assemblée, relations avec les gouvernements et les pays voisins, appels en matière judiciaire, etc. La lettre se termine par la convocation et l'indication du lieu et de la date de l'assemblée. En général, elle porte aussi le sceau de l'évêque.

Après avoir pris connaissance de la lettre de convocation, les communes, réunies en conseil de dizain, désignaient leurs députés et leur donnaient les instructions. Lorsque celles-ci étaient identiques — ce qui à l'époque arrivait tout de même de temps à autre — une décision pouvait être prise immédiatement. Des difficultés surgissaient lorsque la lettre de convocation avait été envoyée trop tard et n'avait pas pu être portée à la connaissance de toutes les communes. Dans ce cas (évoqué parfois par certains dizains pour gagner du temps) les députés déclaraient simplement ne pas avoir d'instructions ; une prise de position commune étant donc impossible, l'affaire devait être rapportée à plus tard.

Souvent il arrivait bien sûr que les instructions des députés divergeaient fortement ou alors que des problèmes non mentionnés dans la lettre de convocation surgissaient. Pour ces cas-là il existait une deuxième façon de procéder : Les députés discutaient les problèmes en diète et pouvaient même prendre des décisions, qui étaient cependant subordonnées à l'approbation des communes. Celles-ci avaient l'obligation de faire connaître leur position soit au prince-évêque soit au grand-bailli jusqu'à une date précise en cas d'urgence, ou, si rien ne pressait, lors de la prochaine diète. Si les députés n'arrivaient pas à s'entendre, ils rapportaient les différents points de vue « ad referendum » devant leurs communes qui rediscutaient en conseil de dizain et donnaient de nouvelles instructions aux députés. Cette procédure se répétait en principe jusqu'à ce qu'une solution unanimement acceptée fut trouvée. Si l'on tient compte du fait qu'il n'y avait chaque année que deux diètes ordinaires et éventuellement quelques diétines extraordinaires, on peut aisément s'imaginer que le peuple attendait parfois presque aussi longtemps une décision de la diète que le citoyen contemporain attend un nouveau mode d'élection du Conseil d'Etat, par exemple.

### *Les recès : définition et contenu*

L'instrument le plus important pour faire fonctionner ce système était le recès ou abscheid. Les passages sont nombreux où il est dit que les députés désirent ne pas se prononcer sur telle ou telle affaire mais s'en référer à leurs commettants — ils demandent donc expressément que la question soit portée au recès. Celui-ci n'est donc pas à priori le procès-verbal des délibérations de la diète mais plutôt un aide-mémoire pour les députés.

Il n'est d'ailleurs pas si facile de donner une définition satisfaisante du terme recès. Selon le Grand Larousse il désigne les procès-verbaux des délibérations de l'ancienne diète germanique, nous y ajoutons ceux de la

diète fédérale et de la diète valaisanne. — Le professeur W. A. Liebeskind donne dans son excellent ouvrage *Das Referendum der Landschaft Wallis* la définition suivante : « Le terme recès désigne un compte rendu concentré des débats et décisions de la diète valaisanne que le secrétaire rédigeait en allemand sur la base de notes prises lors des séances et qu'il envoyait à l'évêque et aux dizains sous forme d'original et au chapitre de Sion sous forme de copie ». — Cette définition correspond assez bien à la réalité, à condition toutefois que le terme ambigu « compte rendu concentré » soit interprété correctement. Si M. le professeur Liebeskind y sous-entend l'omission tacite de toute une série d'affaires liquidées en diète, nous sommes d'accord.

Toujours selon Liebeskind, le terme allemand « Abscheid » ou « Abschied » que nous utilisons parfois aussi en français ne proviendrait pas du fait que les recès contiennent ce que la diète veut publier — en allemand verabschieden — mais il s'expliquerait par la coutume qui voulait que le secrétaire lise le projet de recès devant les députés avant leur départ, en allemand *vor ihrem Abschied*. Ainsi les députés pouvaient se remémorer ce qui avait été délibéré durant les séances, ce qui facilitait leur compte rendu verbal. — Hélas, je ne connais aucun passage dans les recès du 16<sup>e</sup> siècle qui viendrait confirmer cette hypothèse.

La rédaction des recès en langue allemande ne manqua pas de poser des problèmes dans les dizains de Sierre et de Sion et surtout dans les gouvernements du Bas-Valais. Pour la population des deux dizains à majorité romande, les recès furent parfois traduits en français. Les gouvernements de Saint-Maurice et de Monthey ne recevaient qu'un mince extrait en allemand, que les gouverneurs devaient copier dans le livre du château. Les décisions concernant directement les sujets étaient encore très souvent promulguées en latin — comme du temps des comtes et ducs de Savoie.

Quant au rôle des recès, nous trouvons ici et là dans les recès eux-mêmes des explications plus ou moins explicites. Toujours on y insiste sur leur importance en tant qu'instrument pour présenter les décisions de la diète aux communes et pour obtenir leur approbation. Dans le recès de la diète de Noël 1727, par exemple, nous lisons : « Les anciennes et louables constitutions du pays exigent que le contenu des recès soit présenté à l'approbation des conseils et des communes et, que si un ou plusieurs points étaient contestés on réclamera de manière paisible à la prochaine diète, afin qu'une décision puisse être prise. » — En 1712 il est dit que le but des recès est « de pouvoir porter les décisions prises devant les conseils et communes des sept dizains, afin de prendre connaissance de leur ratification lors de la prochaine diète ».

Malgré les notes prises en séances il n'était pas toujours facile pour le secrétaire de retenir juste ce qu'il fallait pour le recès, sans en dire trop, ni trop peu. C'est ainsi qu'en 1589 le futur grand-bailli Gilg Jossen-Bandmatter démissionna de son poste de secrétaire « parce qu'il ne lui était pas possible de tout bien comprendre en si peu de temps, de le garder en mémoire et de le porter correctement au recès ». Certains députés lui avaient

reproché « d'avoir omis volontairement certaines résolutions particulières pour plaire à une partie des députés et, aussi d'avoir inséré quelques interventions d'une manière fausse dans le recès ».

On peut donc se poser la question : Quels sont les objets qui devaient figurer dans le recès et quels sont ceux que le secrétaire pouvait laisser tomber ? — Une certaine évolution au cours des années est indéniable. Les anciens recès sont plus concentrés, plus monotones aussi et, surtout moins complets que ceux du 18<sup>e</sup> siècle. Mais nous pouvons malgré cela dégager une certaine constance. — M. Liebeskind est d'avis que, en principe, tout objet traité en diète devrait apparaître d'une manière ou d'une autre dans le recès. En principe peut-être — mais d'après mon expérience des textes du 16<sup>e</sup> siècle, la pratique est bien différente. Souvent nous apprenons par le biais de sources secondaires que telle ou telle affaire a été traitée en diète, mais on cherche en vain la moindre allusion à son sujet dans les recès. Il est donc indéniable que le secrétaire pouvait ne pas porter certaines choses au recès, tandis que d'autres devaient nécessairement y figurer.

A mon avis le secrétaire était tenu de formuler par écrit :

- a) tout ce qui était soumis au référendum ;
- b) toutes les interprétations du droit coutumier ;
- c) tous les arrêtés de portée générale ;
- d) une série d'informations censées intéresser tout le monde ;
- e) des jugements et parfois des renseignements divers qu'un député souhaitait pour une raison ou pour une autre faire porter à la connaissance de tout le pays ;
- f) les relations avec l'étranger ;

- Ce qui était soumis au référendum devait naturellement être rédigé le plus exactement possible. Ainsi, en 1549, par exemple, le secrétaire n'hésita pas à insérer, après la prise de position officielle du dizain de Brigue, le point de vue du député de Glis qui disait être le porte-parole d'une quinzaine de bourgeois de sa commune.
- Quant aux interprétations du droit coutumier, la rédaction dans les recès était minutieusement contrôlée, car c'était ce texte qui, après ratification par les communes, faisait foi — les recès faisant office en quelque sorte de recueil des lois.
- Les arrêtés de portée générale, concernant, par exemple, les poids et mesures, les monnaies, le commerce avec l'étranger, la chasse, les mesures contre la peste, etc. devaient nécessairement figurer aux recès, afin d'être promulgués dans tout le pays. Les recès faisaient donc office de bulletin officiel ; ils étaient généralement publiés dans ou devant les églises paroissiales après la grand-messe du dimanche. — Cette forme de promulgation était parfois même utilisée par des dizains qui demandaient qu'un arrêté de leur conseil soit porté au recès afin qu'il soit connu aussi en dehors de leur territoire.

- Le recès servait par contre de simple moyen d'information lorsqu'il annonçait le résultat des élections et nominations périodiques ou, lorsqu'il communiquait l'état des comptes des gouverneurs ou le partage des pensions de France et de Savoie, etc. Quand il s'agissait uniquement d'information, le secrétaire pouvait se permettre d'évoquer brièvement le sujet et de clore aussitôt son compte rendu par la formule bien laconique « comme chaque député saura le redire ». Souvent bien sûr nous aimerions en savoir un peu plus...
- Le cas n'est pas rare, où nous voyons un député demander expressément qu'un objet particulier soit porté au recès, ne serait-ce que pour pouvoir prouver à sa commune qu'il a suivi ses instructions — ou alors pour couper court à une fausse rumeur. Un exemple : Le capitaine Hans Siber d'Ernen, ancien major de Conches et ancien gouverneur d'Evian, fut condamné par la diète pour toute une série de délits de droit commun. — Le recès n'en parle pas. Mais ses amis répandent la rumeur dans le dizain de Conches que Siber aurait été condamné pour avoir défendu l'ancienne foi catholique. — Afin de mettre les choses au point, la diète décide alors de porter au recès et, de ce fait à la connaissance de tout le pays, la liste impressionnante des méfaits du capitaine conchard. — Les jugements n'étaient habituellement pas publiés sauf s'il s'agissait de rendre publiquement justice à quelqu'un ou pour servir de salutaire exemple. Telle est bien la raison de la publication de toutes les condamnations lors du procès contre les « insurgés » après la guerre des Masques — le fameux Trinkelstierkrieg, en 1550.
- Un mot encore concernant la politique extérieure : Les relations avec les pays voisins, notamment la correspondance avec l'étranger, l'envoi ou l'accueil de délégations, etc., sont presque toujours mentionnés dans les recès de la diète. Le contenu des lettres ou des instructions s'y trouve parfois en abrégé, mais souvent le secrétaire joint des copies à la lettre de convocation ou au recès. Il semble que le peuple tenait particulièrement à être bien informé à ce sujet. Le dizain de Sion donna, par exemple, en 1623, l'ordre à son châtelain « d'insister auprès du secrétaire du pays afin qu'il insère dans les recès des copies de toutes les missives que le pays envoie aux princes et seigneurs étrangers ».

Voyons maintenant ce qu'il ne faut pas chercher dans les recès de la diète. La comparaison entre les recès et les rares minutes de notes que le secrétaire prenait durant les séances de la diète permet en effet de constater que bien des affaires traitées n'ont pas été portées au recès. Il n'est cependant pas facile de connaître la raison qui a motivé tel ou tel choix particulier. En généralisant quelque peu, je dirais que manquent aux recès d'abord toutes les affaires de moindre importance, pour lesquelles le secrétaire laissait aux députés la liberté de rapporter oralement. — Manquent aussi bien souvent le rapport concernant des tractations en cours avec l'étranger, le secrétaire attendait probablement de pouvoir communiquer le résultat final. — Manquent également la plupart des jugements de la diète

en tant qu'instance d'appel et beaucoup de jugements arbitraux. — Manquent enfin presque toutes les affaires ne concernant que certaines communes ou certaines personnes, et ne présentant aucun intérêt pour l'ensemble du pays. Un exemple : En 1643 la diète de mai donna l'autorisation aux Bernardines de s'établir à Collombey ; les archives du couvent conservent cette décision signée par le secrétaire et munie du sceau du grand-bailli ; dans les recès nous ne trouvons aucune trace de l'affaire. — Parfois j'ai eu l'impression que ni le secrétaire ni les députés ne tenaient à ce que certaines affaires délicates soient étalées *in extenso* dans le recès, ce qui n'empêchait pas un rapport oral plus complet des députés.

### *Les recès — source d'histoire*

Malgré ces lacunes — qui comme nous l'avons vu, sont assez difficiles à évaluer du fait de l'insuffisance des possibilités de comparaison — nous devons reconnaître que les recès sont d'une richesse étonnante, et j'espère avoir dissipé les derniers doutes quant à leur importance pour l'historiographie de notre pays tout entier de 1500 à 1800. Mais il va de soi que le chercheur qui exploite cette source doit tenir suffisamment compte de la particularité et de la nature des recès qui ne sont pas des procès-verbaux de la diète au sens actuel du terme. Ils ne nous livrent pas l'image vivante et mouvementée des débats, comme par exemple les Bulletins du Grand Conseil, mais, dans la plupart des cas seulement, le résultat final d'un difficile et long travail de la diète. Malgré cette réserve, l'historien se rendra très vite compte de la vraie valeur des recès en tant que source pour l'histoire.

La recherche historique, fixée trop longtemps presque uniquement sur l'histoire politique et ecclésiastique, tend aujourd'hui à englober et à étudier la vie du passé sous toutes ses formes. Et, sans hésitation, nous pouvons affirmer que les recès réservent des découvertes et des surprises dans tous les domaines de la recherche historique, qu'ils soient d'ordre politique ou ecclésiastique, juridique, institutionnel ou économique, démographique ou généalogique, culturel ou sociologique, voire même folklorique...

— Pour l'histoire politique et ecclésiastique nous sommes en présence d'une source très riche, certes, mais aussi ambiguë. L'historien fera bien de ne jamais oublier qu'elle nous livre la version officielle de tel ou tel événement — et la version officielle est toujours plus ou moins orientée. La diplomatie n'est pas une invention moderne ; déjà à l'époque, à Sion, on ne disait et on n'écrivait pas nécessairement toute la vérité. Le chercheur qui ne consulterait que les recès n'aurait pas une image fidèle et, en tout cas pas, une vue complète des faits. Un simple exemple suffira : Après que les Bernois se furent emparés du pays de Vaud, en 1536, les troupes valaisannes occupèrent en une action éclair et, apparemment sans rencontrer d'opposition, tout le pays savoyard



entre St-Maurice et Evian. Seules quelques vallées et, en particulier le Val d'Illiez, refusèrent de se soumettre aux nouveaux maîtres et seigneurs. La diète dut donc envoyer du renfort pour obliger les récalcitrants à prêter le serment d'obéissance et de fidélité. Juridiquement il est bien difficile de voir dans cette action autre chose qu'une conquête. Mais les recès évitent soigneusement d'employer ce terme. Selon la saine, afin d'y sauver l'ancienne vraie foi catholique et d'y empêcher une main-mise de la seigneurie de Berne. Le secrétaire se plaît à souligner à chaque occasion l'action désintéressée et humanitaire des Valaisans. Cela ne devait bien sûr pas empêcher la diète d'y installer trois gouverneurs et de se faire payer généreusement sa protection si désintéressée. — Les recès nous laissent aussi une impression complètement unilatérale et irréaliste de la situation en Valais lors de la réforme protestante. Nous savons aujourd'hui qu'un nombre élevé de familles dirigeantes de Sion, Loèche, Viège et Brigue, étaient très proches de la Réforme et que durant les dernières décennies du 16<sup>e</sup> siècle un changement semblait imminent, aussi en Valais. (Pensons à cette inscription provocatrice sur les murs de la cathédrale : « Hildebrand de Riedmatten, dernier évêque de Sion ».) — Les recès ne permettent en aucun instant de connaître la situation réelle. Les mêmes notables qui commandent des livres protestants à Zürich et qui, malgré l'interdiction formelle de la diète, envoient leurs fils dans les écoles réformées de Zürich, Bâle et Genève protestent inlassablement de leur fidélité à l'ancienne vraie foi catholique lorsque les cinq cantons catholiques, inquiétés par des rumeurs alarmantes, s'informent auprès de la diète. Bien sûr cela n'empêche pas les Sédunois de défendre l'accès de leur ville au nonce apostolique Bonhomini, en 1579.

- Je qualifierais volontiers notre source d'indispensable pour l'histoire du droit du pays. Les recès contiennent non seulement l'interprétation des paragraphes contestés du Landrecht mais aussi des précisions concernant le droit coutumier en vigueur dans le pays jusqu'à la Révolution française. La diète en tant qu'instance juridique suprême ne pouvait pas apporter des modifications ou innover en matière juridique sans se référer à l'avis des communes par la voie des recès. — Quant à l'histoire des institutions du pays, notre source est également très riche en indications. Nous connaissons assez bien le fonctionnement de la diète, des tribunaux également, un peu moins l'administration des gouvernements, insuffisamment le jeu de la démocratie dans les dizains et les communes. Nous connaissons aussi les titres des magistrats et « fonctionnaires » du vieux pays, tels que gouverneur, banneret, capitaine du dizain, châtelain ou major, sautier et métral. Mais connaissons-nous aussi leurs attributions et leurs charges ? Je suis persuadé qu'une étude systématique des recès apporterait beaucoup de lumière dans ce pénombre.
- En histoire économique le professeur Alain Dubois de Lausanne a démontré par son importante thèse de doctorat sur le commerce du sel

en Valais au 16<sup>e</sup> siècle ce que l'on peut faire avec les données des recès. Le chercheur y trouvera un matériel tout aussi important et intéressant pour une étude économique et sociale du service étranger et des pensions ou pour un essai sur la politique monétaire, sur l'exploitation des mines du pays, et j'en passe.

- Les généalogistes seront heureux de trouver, par-ci par-là, des naturalisations ; ils utiliseront surtout les listes des députés et se réjouiront de constater - parce que cela leur facilite évidemment les recherches - que déjà à l'époque on se succédait volontiers de père en fils non seulement en tant que député à la diète, mais aussi dans des charges plus élevées et plus lucratives.
- Le sociologue qui désirerait étudier plus à fond la vie quotidienne de nos ancêtres pour la comparer à la nôtre, trouvera une foule de menus détails dans les recès. S'il veut démontrer qu'un immense progrès nous sépare du passé, il racontera peut-être que, en 1550, la diète décida de faire appel à un célèbre chirurgien fribourgeois et interdit du même coup à tout autre médecin de pratiquer dans le pays. Lorsque M. Falck, c'est le nom du célèbre médecin, ne trouva pas suffisamment de travail pour vivre, le pauvre homme fut secouru par la Caisse de l'Etat. Il faut reconnaître que l'aide étatique à la profession est bien plus subtile aujourd'hui, pensons aux caisses maladies ou tout simplement à l'ordonnance médicale pour quelques Saridons... — Si le même sociologue veut démontrer que, somme toute, rien n'a changé en Valais durant les quatre cents dernières années, il nous racontera peut-être le fait divers suivant : Lorsque le savant zürichoïse Johannes Stumpf eut terminé et publié sa non moins savante chronique, il en envoya un exemplaire au Valais. La diète, très flattée mais ne sachant trop qu'en faire, le donna au grand-bailli Jörg Summermatter et décida de remercier le chroniqueur et de le rémunérer ainsi que le domestique qui avait porté le grand livre jusqu'à Sion. Je vous laisse deviner lequel des deux fut mieux payé.
- Et saviez-vous que le Valais du 16<sup>e</sup> siècle possédait une institution que nous ne pouvons qu'envier de nos jours ? Il avait — comme les cours royales de l'époque — un fou, le « fou du pays » dont l'habit aux couleurs rouge et blanche du pays était payé par la Caisse de l'Etat, comme en témoignent les recès. Je ne pense pas que les luttes politiques étaient moins rudes à l'époque en Valais, mais au moins il y avait alors quelqu'un qui pouvait dire impunément ce qu'il pensait...

Arrêtons-nous ici. J'espère seulement avoir su vous montrer qu'il n'est pas possible d'écrire l'histoire valaisanne sans étudier et exploiter comme il se doit les recès de la diète. Je ne veux nullement dire par là que nos prédécesseurs les ont complètement ignorés, mais il faut reconnaître que l'accès à cette source de premier ordre n'était pas des plus aisés puisque l'historien devait travailler sur des originaux dispersés, et qu'il devait

surmonter le double obstacle de la langue — un allemand vétuste — et de l'écriture — le gothique. Un texte imprimé, accompagné d'un index des noms de personnes, des noms de lieux et des matières facilite grandement le travail de l'historien — malgré d'évitables et d'inévitables imperfections — et rend la source plus accessible aussi aux chercheurs romands. J'ose donc espérer que cette publication suscitera des études particulières et qu'elle incitera peut-être un courageux à entreprendre une histoire du Valais antérieure à la Révolution sur des bases solides.

Permettez-moi en terminant de remercier la Société d'histoire du Valais romand de m'avoir donné l'occasion de vous présenter ce travail et mon collègue, Monsieur Papilloud, qui a bien voulu revoir mon texte et l'épurer de tout germanisme trop maladroit.

Compléments et corrections au volume 1982  
des « Annales valaisannes »

Les Recès de la Diète valaisanne,  
source primordiale de l'histoire  
de notre pays du 16<sup>e</sup> au 18<sup>e</sup> siècle

*publié dans « Annales valaisanne » 1982 pp. 145 à 155.*

A la page 153, il faut lire dès la sixième ligne: « Mais les recès évitent soigneusement d'employer ce terme. Selon la version officielle le pays savoyard a été pris sous la protection valaisanne afin d'y sauver... etc. ».